

Casser le peuple français, un préalable à la réalisation de la « République européenne »

écrit par Christine Tasin | 25 janvier 2019



Merci à Coriolis qui nous a signalé cet article qui analyse très finement la situation, la volonté des élites européistes et leurs objectifs, casser le peuple français. Lumineux.

Belle base de travail pour un parti politique...

Les Français ont un grave problème avec leurs dirigeants politiques. Un sondage récent révèle qu'ils n'ont plus confiance en ces derniers. La perte de confiance transforme *ipso facto*, les deux principales administrations en machines bureaucratiques

répressives.

Jusqu'à une période récente, police et fisc cohabitaient avec le peuple.

L'hostilité était latente et la critique se faisait par le biais de l'humour. Concrètement, un policier pouvait habiter n'importe où sur le territoire national sans rencontrer de difficultés particulières. De nouveaux impôts et taxes pouvaient être levés sans rencontrer d'opposition.

Depuis les années 2000, cela n'est plus vrai pour la police.

Depuis la révolte des «Gilets Jaunes», cela n'est plus vrai pour les impôts.

Il a été mis fin à la doctrine de la «police de proximité» dès lors qu'il n'a plus été possible d'assurer la sécurité des policiers et celle de leur famille résidant dans certains quartiers.

Lorsque les derniers policiers ont été chassés des quartiers dits «sensibles», les zones de non-droit ont proliféré.

Il a été mis fin à la théorie de l'impôt comme contribution volontaire de chacun aux dépenses publiques au prorata de ses ressources. L'Etat-cochon se sert le premier, sans vergogne.

Les gouvernements de droite comme de gauche ont *sciemment* renoncé à faire respecter les deux principes fondamentaux de la République : l'unité du territoire national et l'égalité de tous les citoyens devant la loi. L'article Premier de la Constitution est violé en permanence : *«La France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion.»*

La France n'est plus une république. Sa Constitution est un chiffon de papier. Le territoire national est divisé. La loi

ne s'applique pas à tous de la même manière.

En quelques années, nous sommes passés du diagnostic de la «fracture sociale» du président Chirac à celui de la «partition du territoire» du président Hollande.

On a cru que les différents présidents élus concernés par ce problème, (Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron) entérinaient cette situation en soi parfaitement intolérable, parce qu'ils étaient faibles.

L'attitude du pouvoir face à la révolte sociale des Gilets Jaunes prouve le contraire.

Le pouvoir, quoique privé au plan international de l'essentiel de ses prérogatives, fait preuve d'une volonté inflexible, d'une dureté peu commune, en tout cas du rarement vu sous la Vème République. La répression contre les Gilets Jaunes est féroce. Blessés, arrestations, condamnations se comptent par milliers.

Comment comprendre que le même Etat soit passif face à la «révoltes des banlieues» et hyper-agressif face à la révolte des Gilets Jaunes ?

Cette contradiction disparaît si on la situe dans l'axe principal de la politique poursuivie depuis une cinquantaine d'années.

Un bref regard sur le processus de construction de l'Union européenne

L'Union européenne a franchi deux étapes fondamentales : celle du «*marché commun*», puis celle de la «*monnaie unique*».

Nous sommes dans la construction de la 3^e étape : selon les théoriciens de l'Europe, il faut que l'Union européenne se

poursuive par la création d'une République européenne reposant non sur les nations et les peuples, mais sur le «citoyen européen.»

La citoyenneté européenne repose sur une identité négative. Sur un principe de néantisation

Pour que cette citoyenneté abstraite devienne réalité, il faut «casser les peuples». C'est sur les décombres des nations que cette citoyenneté fantasmée sera construite.

Je n'invente pas, je ne caricature pas en faisant usage de cette expression : *casser le peuple*. C'est Ulrike Beate Guerot, politologue allemande, experte agréée es-Europe, qui le formule clairement à Raphaël Enthoven, lors de l'émission -l'Europe un bien ou un mal- diffusée sur ARTE. Il faut «*casser les peuples*» dit cette spécialiste pour construire la République européenne.

La «cassee du peuple français» est la cible privilégiée des partisans de l'Union européenne

«Casser le peuple» signifie briser son unité, le fractionner en plusieurs morceaux hétérogènes, hostiles, voire antagoniques. Pour cela, il faut mettre en place une politique qui divise en profondeur la société.

Cette politique ne peut être réalisée qu'à une condition : que les peuples soient tenus dans la plus parfaite ignorance de ce que l'on trame contre eux.

La politique européenne est donc par définition, une politique perverse

La démarche du pervers consiste à brouiller la perception des réalités, à distiller le doute et les messages contradictoires, afin que la personne ciblée (la proie à posséder et à détruire) perde toute confiance en elle, se sente dégradée, se perçoive de manière négative, perdant ainsi tout volonté autonome, se livrant sans résistance à son bourreau.

Les victimes des pervers manipulateurs ont toutes été enfermées dans ce type de scénario, comme le confirment leurs témoignages.

Les deux moments de la casse du peuple français

Pour casser un grand peuple à l'identité forte, aux racines puissantes, comme le peuple français, il faut trouver un levier susceptible de l'enfermer dans sa propre logique, de l'opposer à lui-même, de le miner de l'intérieur.

1°) donner une centralité à l'immigré

Ce levier puissant à été mis en place sous la présidence de François Mitterrand. Il a consisté à mettre l'immigré au centre de l'échiquier politique. Certes, ses prédécesseurs avaient commencé à déblayer le terrain, tant au plan économique, qu'international.

Giscard d'Estaing fait voter la loi sur le rapprochement familial qui provoque l'afflux massif d'immigrés dans un contexte de destruction du tissu industriel et de crise de l'emploi.

On fait venir des gens dont on sait qu'une grande partie sera sans emploi. Parallèlement, commence l'hyper-taxation des classes moyennes.

La classe ouvrière est humiliée, paupérisée, appelée à rejoindre les rangs du sous-prolétariat vivant de l'aumône publique.

A l'international, on glorifie le «combattant palestinien» qu'on livre comme modèle d'identification aux «jeunes des banlieues».

L'instrumentalisation des immigrés

Mitterrand travaille à remodeler l'échiquier politique et avance deux nouveaux pions. Le Front National, une formation dont le discours fait son miel de l'immigré. Jean Marie Le Pen qui était totalement marginal se retrouve du jour au lendemain (par l'appui massif des grands journaux et des chaînes de télé qui s'ouvrent à lui comme par miracle), au centre du théâtre politique et médiatique.

Le jeu politique se met à fonctionner par rapport à la figure de l'immigré.

On ne vote plus pour un candidat, mais contre un soi-disant danger fasciste inventé de toutes pièces ! C'est ainsi que la peur d'un fascisme fantasmé donne carte blanche aux bradeurs du pays. C'est ainsi que Jacques Chirac, Emmanuel Macron sont élus

La «gauche mitterrandienne» et à sa suite la «droite dite républicaine», estime que le peuple français est composé de racistes, xénophobes, de «Dupont-Lajoie». La relation à «l'immigré-pion» est le paramètre principal de cette nouvelle gauche/droite à la sauce Mitterrand.

Dans le même temps où l'on prétend défendre les immigrés contre les Français racistes, on initie une stratégie qui a

pour effet de rendre impossible leur assimilation.

La sacralisation/exclusion de l'immigré

Comment ? Tout simplement en les rendant «intouchables», en les «sacralisant», en invalidant a priori, toute critique les concernant. En diabolisant la société civile. SOS Racisme jouera un rôle clé dans ce dispositif avec son slogan phare : «*Touche pas à mon pote*». (Ironie de cette démarche perverse, cet organisme avoue son objectif qui est d'appeler au secours le racisme).

Signe du tabou de «l'immigré-pion sacré» : Lors des «révoltes des banlieues» ordre est donné aux policiers de ne pas intervenir. Un policier est félicité par Nicolas Sarkozy pour avoir accepté de se laisser tirer dessus à bout portant.

Officiellement, les «banlieues sensibles» sont globalement mises hors-la-loi.

Seule l'application stricte de la loi aurait permis de séparer les «violents» de la masse des autres. Or, en laissant se constituer des zones de non-droit, on a interdit à la loi républicaine de faire son œuvre de séparation/ intégration/construction de l'identité nationale. Le processus par lequel se construit et se revendique une identité commune, passe par l'existence d'une loi commune, applicable à tous.

Si l'on met toute une population «hors-la-loi», si on valide le fait que la police (et tout ce qui symbolise l'autorité, y compris les médecins et les pompiers) ne puisse plus entrer dans certains quartiers, alors on rend quasiment impossible l'intégration.

La sacralisation de l'islam

La gestion du terrorisme islamiste s'engouffre dans la même filière, faisant monter d'un cran les tensions. Au nom du «pas d'amalgame», on pratique l'amalgame. On contraint la masse des Français, musulmans compris, quelle que soit la volonté de chacun, à subir la pression de l'islam politique. On invente le mythe d'un islam de France.

Sous couvert de respect du droit d'asile, on accueille en masse les terroristes algériens, syriens, irakiens, afghans... On ouvre les portes aux «migrants», quel qu'en soit le prix.

Après chaque attentat islamiste, on met à rude épreuve les nerfs des Français en exigeant d'eux une parfaite soumission à la montée de l'islam politique. Toute manifestation de colère est a priori traitée de raciste et donc condamnée. On valorise à outrance le «vous n'aurez pas ma haine» comme si le choix était entre «haïr» ou «se soumettre» ! Le peuple dans sa globalité est humilié.

Ceux qui prennent sur eux, qui intériorisent le drame vécu, sont modélisés. Ils font partie des bons Français. Les autres, ceux qui demandent au gouvernement de prendre des décisions énergiques, sont des mauvais Français. Des «islamophobes», même s'ils sont musulmans.

C'est ainsi que la colère légitime face aux centaines d'assassinats et aux milliers de victimes, ne peut s'exprimer librement. Elle est canalisée vers le vote dit «populiste».

La manœuvre est payante : les 20% de Français qui votent «Front National» sont globalement jetés aux chiens. Leur image est dégradée par une propagande délirante.

On laisse les Français issus de l'immigration s'enfermer dans les zones de non-droit et tomber sous la coupe des gangs islamistes mafieux. On obtient ainsi la première grande

brisure du peuple.

Il s'agit maintenant de casser l'autre morceau du peuple : les Français de souche. La chose semble facile, dès lors qu'ils ont été ostracisés.

2°) La grande casse des Français de souche.

C'est à Emmanuel Macron de porter l'estocade finale contre le peuple français. La chose semble n'être qu'une simple formalité. Les grands partis politiques ne sont-ils pas globalement disqualifiés ? Les syndicats mis au pas ? Les médias aux ordres ? La justice clochardisée ?... Dans un tel contexte, le peuple sans voix, sans représentant, peut être écrasé.

Mais l'histoire est pleine de rebondissements, et contre toute attente, le peuple martyrisé se soulève.

Les Gilets Jaunes, tout le monde l'aura noté, représente l'autre composante, pour le moment largement majoritaire, du peuple français. Dans leur masse, ils sont des citoyens issus de Français de souche ou d'immigrés parfaitement assimilés.

En mobilisant la totalité des forces de police contre les Gilets Jaunes, en utilisant la totalité de l'arsenal des armes disponibles –gaz lacrymogène, grenades, flash-ball, camion à eau, chars... blessant, mutilant... – le gouvernement actuel provoque sciemment une déchirure irréversible dans le tissu social.

Le pouvoir mobilise toutes les forces dont il dispose : la police, la justice et concomitamment, les médias officiels. Deux images des «Gilets Jaunes» sont simultanément construites :

D'une part celle du «casseur» qui vient pour piller et en découdre et dont l'extrême violence justifie l'incroyable

déploiement de forces. Les médias se délectent des scènes de guérillas urbaines qu'ils diffusent en boucle.

De l'autre, une propagande insidieuse, massive, lancinante, présente les «Gilets Jaunes» comme de braves gens certes, un tantinet «débiles» ; des «idiots» appartenant aux «ratés» de la mondialisation ; une masse de «pauvres types», de laissés pour compte... qui ne savent pas ce qu'ils veulent ; qui demandent la même chose et son contraire...incapables de «dialoguer» rationnellement.

Ce qui se dit à longueur d'antenne, les insultes à peine voilées proférées à l'encontre du peuple français, sont à la limite du soutenable. Ce qui se construit à travers la caricature des Gilets Jaunes, c'est l'image d'un peuple français rabaissé, bon à jeter dans une sorte de grande casse de l'histoire, auquel on jette les miettes d'un grand festin, des bouts d'os à ronger.

Le jeune et fringant président qui manipule avec tant de brio le verbe, lance un message à l'autre France, celle des «gens biens» : vous ne pouvez pas décemment vous revendiquer de ces «gens-là» ! «Vous les «instruits», les «diplômés», les gagnants...qu'avez-vous de commun avec cette «plèbe composée d'ignares» ? On appelle l'autre France à cracher sur ses «racines», sur son père, son grand-père, ses voisins...à avoir honte d'elle-même.

Le Président de la République, garant de l'unité nationale, œuvre à détruire sous nos yeux, en direct, cette unité. Nous savons tous que n'importe lequel de ses prédécesseurs aurait au minimum renvoyé son gouvernement, voire dissout l'Assemblée Nationale, provoquer des élections.

Macron ne peut en appeler au peuple au moment où précisément il se livre à la démolition en règle de la nation. Il renverse l'ordre constitutionnel lequel proclame : «La souveraineté

nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum» (Constitution de 1958, art. 3).

1. Macron estime que la source de la légitimité vient de lui. Le bon peuple, le vrai peuple est celui auquel il accorde son «onction». Il le convoque, comme on convoque un valet et le somme de s'expliquer devant lui.

Cette arrogance délirante, en soi risible, s'explique.

2. Macron est le premier président à être habité d'une part par la honte d'être français, de l'autre par l'exaltation sans limites de son «ego». Il ne s'est jamais privé, au cours de ses interventions, d'exprimer le mépris qu'il porte au peuple, à son histoire, ses traditions.

«Le citoyen européen que nous voulons construire n'a rien à voir avec la «plèbe des Gilets Jaunes». Tel est en substance le message qu'E. Macron diffuse au cours de ses débats marathons.

La république européenne comme cimetière des peuples

Lorsque l'on additionne la composante issue de l'immigration et la composante *Gilet Jaunes*, c'est le peuple dans sa globalité qui fait l'objet d'un rejet massif de la part des «élites européistes». C'est le peuple français qui est mis hors la loi.

Au terme de ce processus, deux types de citoyens se font face : les citoyens français réunis par l'amour de la France (quelles que soient leurs origines) et les citoyens abstraits, ceux qui se revendiquent d'une République européenne imaginaire.

Cette mise hors la loi du Citoyen français réel est nécessaire pour laisser place au «citoyen européiste», abstrait, auto-créé, dont le président français est l'archétype. E. Macron est une sorte d'enseigne publicitaire, un produit du marketing politique, un personnage sorti du laboratoire idéologique du politiquement correct ; un être «chimiquement pur», qui se veut lisse et sans tache, n'ayant jamais été confronté au vécu qu'affrontent quotidiennement des millions de citoyens ; une incarnation de cet androïde, «robot du futur», capable de parler pendant des heures...comme une machine.

La France «start-up of nations» prônée par E. Macron, n'a nul besoin de territoire national unifié. Elle a juste besoin d'une adresse prestigieuse, *le Paris des beaux quartiers*, pour établir son «siège social».

S'il s'adresse directement aux maires, c'est aussi pour dire : il n'y a plus de loi commune. C'est maintenant à vous de faire la loi dans vos «territoires». La nation n'existe plus. Les députés, les sénateurs sont des survivances de l'ancienne France. Ils le confirment par leur assourdissant silence.

La France, Une et indivisible, devient somme de «territoires», ou de «zones» dont les élus locaux auront la gestion. Ici, les «réserves» des Français issus de l'immigration ; là, les «réserves» des Français de souche, celles des «Gilets Jaunes».

L'Etat «start-up» n'a besoin ni du peuple, ni de la nation. Le futur membre de la future république européenne n'est pas un «citoyen», mais un «actionnaire» qui a pris une participation dans «l'entreprise Europe» qu'il ne juge que sur un seul critère : la quantité de contrats commerciaux qu'elle signe.

Ce qu'il veut, c'est toucher des dividendes. Il ne croit en rien d'autre. Pour prouver qu'il a une âme, il fait la «charité» qu'il applique à l'humanité selon une logique propre aux élevages industriels. Il est d'accord pour donner au «troupeau humain» la quantité minimale de calories nécessaires

à sa survie (*le revenu universel*). De plus, il défend la «Nature» et se bat contre le réchauffement climatique.

Il applique un droit composé exclusivement de normes, sans se préoccuper de la justice.

Dans le cadre de «l'entreprise Europe» qu'il appelle République, il est ce nouveau gladiateur, prêt à se battre contre la nation et le peuple français qu'il perçoit comme un obstacle à la magnifique paix des cimetières des peuples qu'il nous prépare.

L'Histoire enseigne que son combat est perdu d'avance.

La «Tour de Babel Europe» s'effondrera, comme se sont effondrés dans le passé tous les empires, sans exception.

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Sidney Touati pour [Dreuz.info](https://www.dreuz.info).

<https://www.dreuz.info/2019/01/23/casser-le-peuple-francais-un-prealable-a-la-realisation-de-la-republique-europeenne/>